



COLLOQUE SUR LA FISCALITÉ

Une quinzaine de pays présents à Brazzaville

En prélude à la tenue, du 9 au 12 septembre à Brazzaville, de la 8^e édition du Colloque international sur la fiscalité consacrée aux enjeux de la mobilisation des recettes, le comité d'organisation a animé une conférence de presse sur les objectifs de cet événement. Ce colloque auquel prend part une quinzaine des délégations venues de différents horizons se fixe comme objectif de répondre au besoin de réflexion et d'échanges internationaux qui se fait particulièrement sentir aujourd'hui dans un contexte de réforme des systèmes fiscaux.

Page 16



Les organisateurs face à la presse

LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA

Des doses de vaccin attendues au Congo



Les taux de létalité augmentent chaque jour DR

En attendant l'arrivée prochaine des doses de vaccin au Congo pour lutter contre l'épidémie de choléra, l'organisation U-rapport affiliée à l'Unicef a réitéré

sa volonté d'accompagner le gouvernement dans la sensibilisation massive des jeunes et des groupes de communautés. « En tant que U-rapport, nous nous engageons à appuyer le ministère de la Santé et accompagner l'Unicef à travers ses trois axes principaux portant sur la sensibilisation massive, la collecte rapide des données et le renforcement de l'engagement communautaire sur le choléra pour une meilleure prévention », a indiqué Schariette Orsili Manguida, un des responsables de U-rapport.

Page 9

DIPLOMATIE

Le Tchad ferme des ambassades à l'étranger

La République du Tchad a annoncé, à travers son ministre des Affaires, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger, sa décision de fermer certaines de ses représentations

diplomatiques, dans le cadre d'une vaste restructuration et rationalisation de sa représentativité à l'étranger. Au nombre des pays figurent la Turquie, le Gabon et la Côte

d'Ivoire. Toutefois, précise le gouvernement tchadien, cette décision ne remet nullement en cause les excellentes relations d'amitié qui les unissent avec les pays concernés.

Page 8

CEEAC

Le Burundi à la tête de la commission de l'organisation

Les chefs d'États et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont désigné, à l'issue de leur rencontre, le 7 septembre en Guinée équatoriale, le diplomate burundais Ezéchiel Nibigira comme président de la Commission pour un mandat de cinq ans renouvelable.

Ezéchiel Nibigira succède à l'Angolais Gilberto Verissimo à la présidence de la commission de cette organisation régionale créée en 1983 et qui compte aujourd'hui, après le retrait du Rwanda, dix pays membres. La CEEAC vise à promouvoir l'intégration économique, sociale et culturelle de ses États membres en Afrique



Ezéchiel Nibigira

centrale. Ses objectifs incluent la consolidation de la paix, le développement durable et la bonne gouvernance dans la région.

Page 8

SOCIÉTÉ

Plus de 700 mille personnes meurent chaque année de suicide dans le monde

Page 9

Éditorial
Caprices

Page 2

ÉDITORIAL

Caprices

Les transporteurs en commun exerçant dans le périmètre urbain de Brazzaville se livrent depuis un moment à des pratiques illégales qui entravent la mobilité des personnes et des biens dans les quartiers périphériques.

À certaines heures de pointe, précisément le matin et le soir, les conducteurs de bus font doubler le prix de la course au grand dam des usagers qui n'ont d'autres choix que de se plier à ces pratiques indignes tandis que les itinéraires définis par la municipalité sont foulés aux pieds malgré l'affluence devant les arrêts de bus.

La situation est exacerbée particulièrement dans les périodes de pénuries de produits pétroliers dans la ville. Les observateurs s'étonnent que de tels agissements n'émeuvent personne, même pas les autorités compétentes.

Soumis aux caprices des chauffeurs, les usagers se plaignent du silence des pouvoirs publics face à un phénomène aux conséquences multiples parmi lesquelles la hausse des prix des denrées alimentaires provenant de l'intérieur du pays.

Il est temps que les mesures de contrôle soient prises de concert avec les parties concernées et que les uns et les autres prennent leurs responsabilités et répondent à la nécessité de résoudre cette situation qui obère les maigres économies de la population.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-FP-CIRGL

Nécessité de renforcer la coopération

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, et le secrétaire du Forum des parlements des pays membres de la Conférence internationale sur la région des grands lacs (FP-Cirgl), Deo Osmund Mwapinga, ont souligné, le 5 septembre, à Brazzaville la nécessité de renforcer la coopération entre les deux institutions.



Pierre Ngolo s'entretenant avec Deo Osmund Mwapinga DR

Abordé par la presse à sa sortie d'audience, Deo Osmund Mwapinga a annoncé l'appui du Sénat congolais à la Cirgl. « Je suis venu pour féliciter le président du Sénat, j'y tenais vraiment et c'est notre première rencontre officielle. Il m'a rassuré de l'appui du Sénat congolais à la Cirgl. Selon lui, la coopération entre les deux parties va renforcer les relations entre nos différents pays, ainsi que consolider l'unité et la paix dans notre espace », a rappelé le secrétaire général du FP-Cirgl.

En effet, Pierre Ngolo a réaffirmé l'engagement du Sénat à soutenir les actions de la Cirgl, notamment dans le cadre du dialogue interparlementaire et de la promotion de la stabilité économique et politique.

Nommé en avril dernier lors de l'Assemblée générale tenue à Luanda en Angola, Deo Osmund Mwapinga a pris ses fonctions en juin de l'année. « En ma qualité de secrétaire général de la FP-Cirgl, je lui ai promis aussi que j'apporterai mon soutien pour que cela soit concret », a-t-il conclu.

Créé le 4 décembre 2008, le Forum des parlements de la Cirgl a pour but d'apporter une contribution parlementaire à la mise en œuvre du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs et de ses protocoles. Basé à Kinshasa, en République démocratique du Congo, sa mission principale est de « faciliter l'engagement effectif des parlementaires dans la mise en œuvre de ce pacte ».

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

Le comité PCT-Kindamba enregistre plus de 1000 nouveaux adhérents

La cérémonie de port d'insignes aux 1 225 nouveaux membres du comité de Kindamba du Parti congolais du travail (PCT) s'est déroulée à la place Mbiemo de la localité, en présence du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, et du commissaire politique du parti auprès de la fédération du Pool, Jean-Pierre Heyko Lékoba.

Venus des différents villages du district de Kindamba, les nouveaux adhérents au PCT qui ont porté les insignes, scellé l'écharpe au cou et reçu le drapeau, étendard du parti, ont accepté, a annoncé le président de ce comité, Alain Marcel Loufoukou, de s'engager à servir et à défendre les valeurs du parti socle de la majorité présidentielle.

La présidente de la fédération PCT-Pool, Marie Jeanne Kouloumbou, s'est félicitée de l'élargissement de la base du parti dans le département du Pool. « Après la moisson fructueuse du comité PCT-Mindouli, aujourd'hui, c'est autour du comité PCT-Kindamba qui a enregistré 1225 adhésions au parti, fruit d'une forte campagne d'adhésion de proximité menée ici par des vaillants camarades », a-t-elle salué.

Une occasion pour le commissaire politique du PCT



Les officiels posant avec les 1225 nouveaux adhérents du PCT/DR

de rappeler aux nouveaux venus la ligne de conduite à suivre. « Le camarade président de l'Assemblée nationale, député de Kindamba, vient d'ouvrir la porte

et d'indiquer le chemin. Le chemin qui conduit vers l'unité, le développement et la construction de notre pays. Sur ce chemin, il y a des exigences, sur

ce chemin, il y a des qualités et vous les nouveaux membres du parti dont je suis présent ici pour prendre acte de votre adhésion, la première chose

que vous allez faire, c'est de bien apprendre les statuts du parti, de bien apprendre le règlement intérieur », a indiqué Jean-Pierre Heyko Lékoba. La remise des insignes du PCT aux nouveaux militants a été ponctuée par le lancement officiel de la quête pour le financement de l'organisation du 6e congrès ordinaire du parti qui se tiendra en décembre prochain à Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

« Après la moisson fructueuse du comité PCT-Mindouli, aujourd'hui, c'est autour du comité PCT-Kindamba qui a enregistré 1225 adhésions au parti, fruit d'une forte campagne d'adhésion de proximité menée ici par des vaillants camarades »

PRÉSIDENTIELLE 2026

La Caupdc sollicite la candidature du chef de l'Etat

A l'initiative de son président, Fiston Mathat, la Coalition des associations unies pour la paix et le développement du Congo (Caupdc) a demandé, le dimanche dernier, une messe spéciale en l'église Saint-Kisito de Makélékélé, dans le premier arrondissement de Brazzaville, pour implorer la grâce de Dieu afin qu'il pousse le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à faire acte de candidature à l'élection présidentielle de 2026.

Contrairement aux autres qui sollicitent la candidature du président de la République à travers des simples déclarations publiques, les jeunes de la Caupdc, tous originaires du département du Pool, ont choisi de le faire par une messe d'action de grâce. Fervents défenseurs des idéaux du chef de l'Etat, ces jeunes, conscients de ce que toute autorité vient de Dieu, ont préféré remettre Denis Sassou N'Guesso entre les saintes mains de l'Eternel afin que lui seul le pousse à déclarer sa candidature.

S'exprimant à l'issue de la messe organisée à l'occasion du « 23e dimanche du temps ordinaire », le leader de la Caupdc, Fiston Mathat, a justifié le choix



La messe organisée en l'église Saint-Kisito à Makélékélé/Adiac

porté sur le président de la République par le fait qu'il est, selon lui, « l'homme de paix au Congo, le réconciliateur, le promoteur du vivre-ensemble

», mais aussi et surtout l'homme de la situation, qui est capable de conduire le Congo vers un avenir prometteur. « Nous avons sollicité cette messe

pour que Dieu touche le cœur du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, afin qu'il fasse acte de candidature à l'élection présidentielle de mars 2026.

La Caupdc a jeté son dévolu sur lui parce qu'il incarne les valeurs de paix, de tolérance, du vivre-ensemble, d'unité et de démocratie. Lors de cette messe, nous avons aussi prié au Seigneur de toucher son parti, le PCT, afin de le désigner comme son candidat à l'élection présidentielle », a expliqué Fiston Mathat. Il a, toutefois, réaffirmé le soutien inconditionnel de la Caupdc aux actions du chef de l'Etat, et lui a rassuré sa détermination à le soutenir jusqu'au bout. L'association projette d'organiser une vaste campagne de sensibilisation dans tout le département du Pool afin de convaincre la population de s'approprier les idéaux de Denis Sassou N'Guesso.

Firmin Oyé



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

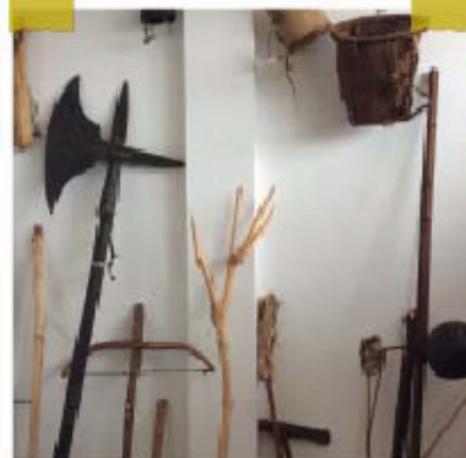
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

PRÉSIDENTIELLE 2026

Kindamba réitère son appel à la candidature de Denis Sassou N'Guesso

Les habitants de Kindamba, dans le département du Pool, ont réitéré le 7 septembre, au cours d'un meeting populaire à la place Mbiemo, leur appel à la candidature du président de la République à l'élection présidentielle de mars 2026.

Un appel a été lancé au cours d'un meeting populaire organisé en présence du député de Kindamba, président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, qui est en tournée parlementaire dans sa circonscription électorale. Au nombre des messages prononcés à cette occasion, il y a celui des jeunes du district de Kindamba qui ont appelé à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso à la prochaine élection présidentielle. « L'heure n'est plus aux grands discours interminables, permettez-moi de réitérer nos propos du 14 mars 2025 et de conclure en vous assurant notre volonté ferme de soutenir la candidature de son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, le candidat naturel », a déclaré le représentant des jeunes.

Les femmes de Kindamba ont, elles aussi, réitéré leur appel à la candidature du chef de l'Etat, le « camarade Denis Sassou N'Guesso ». A travers ces différents messages, les habitants de Kindamba réaffirment leur volonté de poursuivre la marche pour le développement du pays.

Galvanisant de son côté la foule, le député de Kindamba a axé son intervention sur la réhabilitation des routes, l'importance de l'opération de révision des listes électorales et la déclaration de Kindamba de mars 2025. « Vous vous rappelez d'une chose simple, c'est l'appel du 14 mars ici à Kindamba, mais je constate



Le député de Kindamba prenant le bain de foule DR

aujourd'hui, à travers cette mobilisation, ainsi que les interventions des uns et des autres, que vous êtes restés là où vous avez fait un appel vibrant au président Denis Sassou N'Guesso de faire acte de candidature à l'élection présidentielle de mars 2026. Mais, sachez que cela ne suffit pas. Pour aller voter, qu'est-ce qu'il faut ? Ceux qui n'avaient pas voté avant, ils vont aller s'inscrire ; ceux qui ont eu à voter, allez vérifier si vos

noms figurent sur les listes électorales », a instruit le député de la circonscription électorale unique de Kindamba.

S'agissant du désenclavement de cette partie du pays, Isidore Mvouba a salué le lancement le 8 août dernier par le gouvernement des travaux de réhabilitation de la route Mpiem-Kindamba. D'un coût global estimé à 1,7 milliard FCFA, ces travaux sont confiés aux entreprises Universelle atlantique BTP et Sipam. « Main-

tenant, nous attendons Ngamanzambala. C'est devant moi que le président de la République a dit au ministre d'Etat Jean Jacques Bouya, j'attends que cette route se fasse », a rassuré le président de l'Assemblée nationale.

Un culte œcuménique sur la paix et l'unité

A son arrivée le dimanche 7 septembre, le député de Kindamba a initié un culte œcuménique sur la paix et l'unité à la paroisse Saint

Théophile de la localité. En des thèmes à résonance singulière, selon le vicaire de cette paroisse, l'abbé Gildas Mouanda : « L'œcuménisme est une grande prière qui est dans les entrailles de Dieu. Dans l'évangile selon Saint Jean, Jésus formule cette prière, comme étant la prière de l'unité », a-t-il dit en substance.

Le responsable de l'Armée du salut à Kindamba, le lieutenant Habib Mampouya, pense que ce culte œcuménique pour la paix a été initié « tout simplement pour mieux véhiculer le message de la paix, de la cohésion et de l'unité. »

Pour le responsable de l'Eglise évangélique du Congo à Kindamba, André Mamboueni, « Quand on a compris que c'est le diable qui enlève la paix, maintenant nous devons tous nous réunir pour prier, pour demander à Dieu afin qu'il fasse descendre la paix dans nos cœurs. »

Après les quêtes et offrandes, pasteurs et abbés se sont unis afin de prier pour la nation : « Nous demandons que ta bénédiction descende sur le chef de l'Etat, le garant de la paix et de l'unité nationale. »

Notons qu'après la procession mariale, le député de Kindamba et sa suite ont visité la grotte de la paroisse Saint Théophile, édifice dont Isidore Mvouba a financé la construction.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

FONDS ROUTIER

Entre espoir et inquiétudes

La 22^e session ordinaire du comité de direction du Fonds routier tenue, le 5 septembre, à Brazzaville a permis aux administrateurs de prendre des délibérations visant le bon fonctionnement de la structure, en dépit des difficultés économiques et financières conjoncturelles.

Le directeur général du Fonds routier, Elenka Obat Nzenquet, a rappelé que le comité de direction a permis de définir les projets sur lesquels le ministère de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, devrait travailler. « La première des choses, c'est un budget qui a pris en compte tous les projets que nous avons démarrés en 2024 et puis les nouveaux dont la réhabilitation des routes Mpiem-Kindamba, dans le département du Pool, et ensuite à Komono-Mbila, dans la Lékoumou. Donc, nous avons pris en considération tous ces projets pour que cela soit cadré par un budget », a-t-il rappelé.

S'agissant du budget alloué au Fonds routier, il a indiqué que les besoins du ministère sont énormes, car chaque année il lui faudrait plus de 50 milliards FCFA pour l'entretien routier. « Aujourd'hui, la ressource qui nous est réservée est celle du Fonds national de l'entretien routier et l'assainissement urbain. Dans ce compte, nous n'avons que 5 milliards FCFA. Vous voyez un peu la différence et je ne sais pas ce que nous pou-



Les membres du comité de direction du Fonds routier/DR

vons faire avec 5 milliards alors que nous avons des besoins énormes de plus de 50 milliards FCFA », a regretté Elenka Obat Nzenquet. Inscrits dans le cadre du budget de l'Etat, exercice 2025,

ces 5 milliards FCFA ne sont pas toujours encore décaisés alors que la saison des pluies pointe déjà à l'horizon. « Nous avons des ressources qui avoisinent 6 milliards FCFA et c'est encore insigni-

fiant. Le Fonds routier n'a plus des ressources affectées, il vit aujourd'hui que de la subvention de l'État qui a beaucoup de problèmes à résoudre. On ne peut pas parler déjà d'échec

parce que nous ne sommes pas encore arrivés au 31 décembre. Nous espérons que l'État fera vraiment de son mieux pour trouver de l'argent parce qu'il faut nécessairement que nous travaillions », a plaidé le directeur général du Fonds routier. Rappelant le contexte économique difficile dans lequel se tient cette session, le président du comité de direction du Fonds routier, Yves Ickonga, a souligné la nécessité de doter cette structure des ressources adéquates pour lui permettre de jouer son rôle vital dans la préservation et l'amélioration des infrastructures routières.

Parfait Wilfried Douniama

« Nous avons des ressources qui avoisinent 6 milliards FCFA et c'est encore insignifiant. Le Fonds routier n'a plus des ressources affectées, il vit aujourd'hui que de la subvention de l'État qui a beaucoup de problèmes à résoudre. On ne peut pas parler déjà d'échec parce que nous ne sommes pas encore arrivés au 31 décembre. Nous espérons que l'État fera vraiment de son mieux pour trouver de l'argent parce qu'il faut nécessairement que nous travaillions »

ŒUVRES CARITATIVES

La Fondation Pro Social Inter-Etats va implanter un restaurant du cœur

Afin de lutter contre la faim et soutenir les populations vulnérables, la Fondation Pro Social Inter Etats (PSI) va ouvrir en janvier 2026 le Centre de ravitaillement alimentaire pour les personnes vulnérables (Crapev).

Le Crapev est une initiative humanitaire et sociale majeure qui vise à offrir des repas préparés gratuitement aux personnes en situation de grande précarité (veuves, orphelins, sans-abris, déplacés et familles vulnérables). À travers ce projet, la Fondation PSI entend apporter une réponse concrète à la faim, renforcer la solidarité communautaire et redonner dignité et espoir aux laissés-pour-compte. Pour garantir la réussite de ce projet hautement humanitaire, Orcel Bayonga Mbondza,

représentant résident de la Fondation PSI a effectué une tournée internationale du 10 au 27 août 2025 au Maroc, à Dubaï, dans les Emirats, en Éthiopie et en République démocratique du Congo afin de mobiliser des partenaires publics, privés et philanthropiques autour de cette vision. En Éthiopie, des négociations préliminaires ont déjà même été engagées avec les autorités en vue de l'implantation du Crapev dans certaines localités du pays, démontrant ainsi la dimension



Orcel Bayonga Mbondza entouré de quelques partenaires lors de sa tournée/DR

internationale et l'importance stratégique de cette initiative « Le Crapev n'est pas seulement un projet de solidarité, c'est un acte de dignité et d'humanité. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où

aucun enfant, aucune femme, aucun homme ne se couche le ventre vide », a dit Orcel Bayonga Mbondza, représentant-résident de la Fondation PSI, ambassadeur de la paix et de l'environnement, lauréat du

Prix Nuit du mérite congolais. La Fondation PSI invite donc les gouvernements, les entreprises, les institutions internationales, les ONG et les mécènes à s'associer à ce projet novateur pour garantir son succès et assurer sa pérennité. Signalons que la Fondation PSI a pour mission d'accompagner et de soutenir les projets gouvernementaux dans les secteurs de l'assainissement, de la santé et de la sécurité afin de contribuer au développement social et à l'amélioration de la qualité de vie des populations. Plusieurs actions ont déjà été menées par cette Fondation à Pointe-Noire en lien avec ses objectifs.

Hervé Brice Mampouya

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Des sanctions administratives et pénales contre les agents vecteurs

Dans le cadre de la commémoration, le 7 septembre à Brazzaville, de la Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a annoncé que les facilitateurs de ce fléau seront sanctionnés sur le plan administratif et pénal.

« A quelque niveau qu'ils se trouvent, depuis l'industriel inconscient des normes dont l'unité de production intoxique par ses rejets, un quartier entier, jusqu'au propriétaire de taxi, de poids lourd ou d'autobus, dont les gaz asphyxient les passants et les véhicules qui les suivent, tous, une fois l'infraction constatée, doivent être sanctionnés administrativement et pénalement », a-t-elle notifié.

En effet, pour parvenir à un développement durable, le gouvernement estime qu'il est impérieux de prendre en toute urgence des mesures disciplinaires face à la menace de mort que représente la pollution de l'air. Chaque année en Afrique, la pollution atmosphérique tue près d'un million et demi de personnes, précise la déclaration du gouvernement.



La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault/Adiac

Soit un bilan plus lourd que celui causé par l'alcool, le tabac et les accidents de la route combinés. La déclaration précise aussi qu'au Congo, plus de 60% de la population de Brazzaville et Pointe-Noire respire chaque

jour des vapeurs toxiques, ce qui augmente logiquement le taux de mortalité.

La ministre a indiqué que les villes du Congo « suffoquent sous l'effet des émissions polluantes dues aux véhicules d'occasion importés,

aux camions et aux minibus dont les pots d'échappement empoisonnent l'atmosphère, aux tas d'ordures qui se consomment en pleine rue, aux méthodes polluantes de cuisson des aliments ».

Pour ce qui est de la qualité de l'air, le gouvernement prévoit la création « très bientôt » de l'Agence nationale de l'environnement, laquelle veillera à la surveillance et au suivi de la qualité de l'air, à travers un réseau de stations de mesures de qualité d'air, et un système d'alarme précoce. La journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu a été instauré le 19 décembre 2019 par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle vise à sensibiliser la population mondiale sur les conséquences de la pollution de l'air, pour l'amélioration de la qualité de l'air. Le thème retenu cette année

est « Ensemble pour un air pur ».

Rappelons que dans le document final de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) de 2012 intitulé « L'avenir que nous voulons », les pays se sont engagés à promouvoir des politiques de développement durable qui soutiennent une amélioration de la qualité de l'air dans le cadre de la construction à long terme des villes et des établissements humains. En outre, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit une feuille de route pour assurer le développement durable, la protection de l'environnement et la prospérité pour tous. Dans ce contexte, la réduction de la pollution atmosphérique est fondamentale pour la réalisation des dix-sept objectifs de développement durable.

Fortuné Ibara

AFRIQUE

Six millions d'enfants en danger d'abandon scolaire, alerte l'Unicef

Une bombe à retardement éducative se profile sur le continent africain. Dans un communiqué, l'Unicef tire une sonnette d'alarme mondiale : six millions d'enfants supplémentaires risquent d'être déscolarisés dès l'an prochain, en raison de la chute brutale de l'aide publique au développement.

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, zones déjà fragilisées, seraient les premières touchées.

Des coupes budgétaires aux conséquences massives

Le constat est glaçant : selon l'Unicef, l'aide publique au développement destinée à l'éducation sera réduite de 3,2 milliards de dollars en 2026, soit une baisse de 24 % par rapport à 2023. 28 pays perdront au moins un quart des fonds alloués à l'éducation. Les conséquences seront immédiates : salles de classe abandonnées, enseignants non rémunérés, infrastructures en ruine, et des millions d'enfants livrés à eux-mêmes.

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale : zones à haut risque

Les 1,9 million d'enfants déscolarisés attendus en Afrique de l'Ouest et centrale représentent l'épicentre de la

crise. Parmi les pays les plus exposés : la Côte d'Ivoire (jusqu'à 340 000 élèves en moins, soit une baisse de 4 % des effectifs); le Mali (environ 180 000 enfants risquent de quitter le système scolaire). Ces chiffres traduisent la fragilité structurelle des systèmes éducatifs dans une région souvent marquée par des conflits, l'insécurité, la pauvreté et des gouvernances instables.

Un effet domino aux conséquences géopolitiques

Derrière les chiffres, une réalité plus large : la déscolarisation de masse alimente le cercle vicieux de la pauvreté, de l'extrémisme, de l'instabilité et de la migration forcée. « Un enfant non scolarisé aujourd'hui, c'est

un adulte vulnérable demain », rappelle Maevasoa Andrianaivoahery, chargée de plaider à l'Unicef. Alors que les pays donateurs se recentrent sur leurs priorités nationales, notamment face à leurs propres crises économiques, le recul de l'aide pourrait avoir des conséquences géopolitiques durables, y compris en Europe, qui subit déjà les effets des déséquilibres au Sahel.

Un appel urgent à la solidarité internationale

L'Unicef exhorte les États donateurs et partenaires à ne pas sacrifier l'éducation sur l'autel des arbitrages budgétaires : Préserver les financements existants, en particulier dans

les contextes d'urgence (conflits, déplacements, catastrophes); Allouer au moins 50 % de l'aide éducative aux pays les moins avancés, ceux qui risquent le plus d'effondrement scolaire. Il s'agit, selon l'agence onusienne, d'un investissement vital dans la paix, la stabilité et le développement durable.

Éducation sacrifiée, avenir compromis ?

Au moment où le monde entier s'engage pour la réduction des inégalités et l'atteinte des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, ce recul de l'aide éducative ressemble à un reniement des promesses faites à la jeunesse africaine. Dans un contexte où des millions d'enfants ne demandent qu'à apprendre, l'enjeu dépasse les statistiques : il s'agit d'un combat pour le droit fondamental à l'avenir.

Noël Ndong

« Un enfant non scolarisé aujourd'hui, c'est un adulte vulnérable demain »

CEEAC

Le Burundais Ezéchiel Nibigira nommé président de la Commission

Réunis le 7 septembre à Sipopo en Guinée équatoriale, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont désigné le diplomate burundais Ezéchiel Nibigira comme président de la Commission pour un mandat de cinq ans renouvelable. Il succède à l'Angolais Gilberto Verissimo, dont la gestion a été très décriée.

La Guinée équatoriale a accueilli la 7 session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, présidée par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Aux côtés de ses pairs Paul Biya (Cameroun), Mahamat Idriss Déby Itno (Tchad), Faustin Archange Touadéra (Centrafrique) et Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon). Le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, a été représenté par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Les chefs d'État lui ont immédiatement fait prêter serment. Mais sa mission s'annonce lourde. Il devra restaurer la crédibilité d'une Commission

critiquée notamment pour sa gestion, poursuivre le processus de réforme institutionnelle lancé en 2015 et, surtout, suivre de près la situation sécuritaire dans la région, en particulier l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Une tâche délicate, alors que son pays, le Burundi, allié de la RDC, entretient des relations tendues avec le Rwanda. Kigali a d'ailleurs quitté la CEEAC en accusant l'organisation d'être alignée sur Kinshasa. Au cours du sommet, les dirigeants ont reçu un rapport sécuritaire et humanitaire sur la crise dans l'Est de la RDC où plu-



Ezéchiel Nibigira

sieurs territoires restent occupés par un groupe armé soutenu, disent-ils, de l'extérieur.

Présent à Malabo, le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema a rappelé « l'attachement du

Gabon aux idéaux d'unité et de solidarité qui fondent la CEEAC ». Une position qui illustre la volonté des autorités gabonaises de demeurer un acteur central dans la consolidation de l'espace communautaire.

La nomination d'Ezéchiel Nibigira, ancien ministre des Affaires étrangères du Burundi, intervient dans un contexte marqué par des défis multiples : sécurité régionale, gouvernance économique, libre circulation des personnes et diversification économique. Autant d'enjeux que la nouvelle équipe de la Commission devra aborder avec pragmatisme et détermination.

Yvette Reine Boro Nzaba

DIPLOMATIE

Le Tchad ferme plusieurs ambassades et ouvre un consulat à Kigali

Le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger a annoncé, le 6 septembre, une réorganisation d'envergure de la carte diplomatique du Tchad.

La démarche, motivée par des considérations budgétaires et stratégiques, entraîne plusieurs fermetures d'ambassades mais aussi l'ouverture de nouvelles représentations. Parmi les principales décisions figure la fermeture de l'ambassade du Tchad en Côte d'Ivoire. Désormais, la juridiction sur Abidjan sera assurée par l'ambassade du Tchad à Cotonou au Bénin. Le gouvernement tchadien a tenu à souligner que cette mesure n'altère en rien les « excellentes relations d'amitié et les liens historiques » entre les deux pays.

Dans la même logique de rationalisation, le Tchad a décidé de fermer son ambassade au Gabon, dont les affaires diplomatiques seront désormais gérées depuis l'ambassade du Tchad en Guinée équatoriale basée à Malabo. N'Djamena a assuré que cette réorganisation n'affectera pas la coopération fraternelle et multiforme avec Libreville.

La décision a officiellement été notifiée au président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, dans une correspondance datée du 25 août 2025 et signée du ministre tcha-

dien des Affaires étrangères qui a décidé de fermer sa représentation à Libreville. N'Djamena assure toutefois qu'il n'existe aucune brouille avec le Gabon, qui aurait motivé cette décision. « Cette décision ne remet nullement en cause les excellentes relations d'amitié, de coopération et de fraternité qui lient le Tchad et le Gabon, ainsi que leurs peuples respectifs », indique le patron de la diplomatie tchadienne. La fermeture de l'ambassade du Tchad au Gabon répond, explique-t-on, à « une vaste restructuration et rationalisation de la présence de la diplomatie tchadienne à l'étranger ». L'objectif des autorités est donc d'optimiser les ressources, tout en maintenant les relations diplomatiques existantes. « Désormais, la juridiction diplomatique de la République gabonaise sera assurée par l'ambassade de la République du Tchad à Malabo, laquelle veillera au suivi régulier des relations bilatérales entre [les] deux pays, ainsi que celles avec la CEEAC dont le siège est à Libreville », indique la lettre officielle.

Toujours dans un souci de regroupe-

ment, le consulat général du Tchad à Istanbul (Turquie) a cessé ses activités. Les services consulaires pour la Turquie relèvent désormais de l'ambassade tchadienne à Ankara, tout en maintenant la dynamique des relations bilatérales avec ce partenaire stratégique. L'ambassade du Tchad en Israël est également concernée par cette restructuration. La fermeture de la chancellerie de Tel-Aviv s'explique avant tout par des raisons budgétaires, selon la note officielle. Parallèlement, N'Djamena a annoncé l'ouverture d'un consulat général à Kigali au Rwanda. Cette implantation vise à renforcer les échanges économiques, culturels et consulaires avec le pays des Mille Collines. Placé sous la juridiction de l'ambassade du Tchad en République du Congo, ce nouveau consulat illustre la volonté de diversifier et dynamiser la coopération régionale. À travers cette réorganisation, les autorités tchadiennes disent vouloir optimiser les moyens diplomatiques tout en préservant la qualité des relations d'amitié, de coopération et de fraternité qui lient le Tchad à ses partenaires.

Yvette Reine Boro Nzaba

ENTREPRENEURIAT

Une cagnotte de cinq millions FCFA pour encourager les jeunes congolais

La société Sofat Industrie, spécialisée dans la production des boissons de marque « TATA », a lancé officiellement, le 6 septembre, à Brazzaville la première édition de sa super Tombola visant à assister les jeunes entrepreneurs congolais.

Pour avoir le ticket de participation, le candidat doit au préalable acheter 5 packs de jus TATA (gros modèle). « Afin de maximiser la chance de gagner, le participant peut multiplier ses achats puis obtenir ainsi des tickets supplémentaires », a expliqué Francis Kandza, consultant en marketing et commercialisation chez Sofat Industrie. « A travers cette super tombola, nous aurons cent heureux gagnants. Chacun répartira avec la somme de 50 000FCFA », a-t-il poursuivi, avant de préciser que ladite tombola va se clôturer au mois de décembre prochain. Rappelons que dans le but d'accompagner les jeunes congolais dans le développement de leurs activités, Sofat Industrie, créée en 2022, a déjà formé plus de cent cinquante jeunes dans les métiers de l'industrie.

Lopelle Mboussa Gassia

LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA

La communauté U-rapport réitère sa volonté d'accompagner le Congo

Prélude à la réception par le Congo des doses de vaccin pour lutter contre l'épidémie de choléra, la responsable de la communauté U-rapport, Schariette Orsili Manguida, a réitéré, le 8 septembre à Brazzaville, la volonté de l'organisation dont elle a la charge de continuer d'accompagner le gouvernement à une sensibilisation massive des jeunes ainsi que des groupes de communautés.

La communauté U-rapport est une organisation des jeunes affiliée au bureau pays du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). En termes d'information, U-rapport est non seulement un outil de communication direct avec les jeunes et les communautés, mais également un partenaire de mise en œuvre de sensibilisation autour du choléra.

« En tant que responsable de U-rapport, moi et mes communautés sommes engagés pour appuyer le ministère de la Santé et accompagner l'Unicef à travers ses trois axes principaux qui découlent de l'information et de la sensibilisation massive, de la collecte rapide des données communautaires et également du renforcement de l'engagement communautaire. Donc, nous allons utiliser notre plateforme pour diffuser des messages, ce qui se fait déjà actuellement. Nous allons accentuer la communication autour des messages de masse validée par les autorités sanitaires sur le choléra et pourquoi pas aussi prévenir Ebola qui déjà a fait son entrée en RDC sur la prévention », a expliqué la

responsable de la communauté U-rapport.

En termes de collecte de données communautaires de l'épidémie du choléra, la communauté U-rapport compte mener des sondages, recueillir les avis, les opinions des populations sur toutes les questions qui concernent les jeunes. Selon un vieux bulletin d'information datant du 14 août 2025, le Congo a enregistré un total de quatre cent vingt-cinq cas suspects et quatorze cas confirmés de choléra, dont trente-cinq décès notifiés dans les départements : Brazzaville, Congo-Oubangui et Djoué-Léfini avec un taux de létalité global de 8%.

L'initiative de la communauté U-rapport consistera aussi à comprendre le niveau de connaissance que les jeunes ont sur l'épidémie de choléra actuellement et identifier des rumeurs ou les fausses informations afin de mieux communiquer, recueillir de bonnes données, partager la bonne information autour de la problématique pour avoir des résultats concrets. Et dans le cadre du renforcement en termes d'engagement communautaire : « La communauté U-rapport va également mobiliser,



Les taux de létalité augmentent chaque jour/DR

dès à présent, au sortir de cette séance de briefing, les jeunes et les leaders communautaires pour relayer des messages concrets sur la santé autour de la thématique, afin de renforcer la confiance envers le système de santé et promouvoir une approche mais vraiment très proche de la prévention communautaire, surtout dans les zones à risque où foyers de l'épidémie que sont les départements de Congo-Oubangui et celui de l'Alima-Nkeni », a-t-elle affirmé. Assurer une communication bidirectionnelle, réactive et inclusive entre les communautés et les autorités sanitaires est une tâche qu'assurera la communauté U-rapport.

« Des bonnes pratiques pour que tous nous arrivions à combattre la pandémie du choléra. Donc c'est l'information, c'est les

actions communautaires, mais c'est surtout la sensibilisation pour prévenir le choléra. Prendre en compte les langues nationales, les dialectes des communautés pour traduire les messages clefs. Alors actuellement, l'Unicef et son partenaire, le ministère de la Santé, travaillent pour justement élaborer des messages. Je pense que c'est déjà en phase de publication », a indiqué Schariette Orsili Manguida.

Engager les gens, les emmener à une communication responsable, les emmener à des gestes et des bonnes pratiques, les médias vont élaborer les messages prenant en compte toutes les langues nationales pour combattre la pandémie du choléra. « Le Congo va lancer pour sa première fois le vaccin contre le choléra. Alors évitons les rumeurs

autour de cette vaccination. On comprend que c'est pour notre bien de se faire vacciner, mais on va aider les populations depuis les centres de santé à comprendre que pendant une heure ou une heure et demie, le vaccin pourrait réagir. Certains organismes humains pourront observer une période de fièvre. A ce moment-là, il faut donner juste le paracétamol. Mais le vaccin est bon, il est utilisé pour se protéger du choléra », a révélé la responsable de la communauté U-rapport. Signalons que les organisations de la société civile congolaise et la communauté U-rapport s'inquiètent de l'épidémie du choléra puisqu'on s'approche de la période scolaire et de la saison des pluies qui risque d'aggraver la situation.

Fortuné Ibara

SOCIÉTÉ

Plus de 700000 personnes meurent du suicide chaque année

Le suicide est un problème de santé publique dans le monde avec plus de 720.000 décès chaque année, explique le communiqué de presse du Programme national de santé mentale, publié le 5 septembre, en prélude à la célébration de la journée mondiale de prévention du suicide.

La journée de prévention du suicide est commémorée chaque le 10 septembre dans le monde. Cette année, le thème retenu est « Changer le discours ». Ce thème est une invite à tous citoyens à briser le silence et à encourager une parole bienveillante, informée et ouverte autour du suicide. L'objectif est de sensibili-

ser à la réalité du suicide et de lutter contre la stigmatisation. Le suicide est reconnu comme la 3e cause de décès chez les personnes âgées de 15 à 19 ans. Il a un effet d'entraînement qui a un impact sur les sociétés, les communautés, les amis et les familles qui ont perdu un être cher.

Le suicide peut donner à une per-

sonne d'autres options ou le temps de repenser à sa décision. « La prévention du suicide est l'affaire de tous. Elle interpelle chaque citoyen à contribuer, identifier les situations à risques et à créer des conditions favorables au bien-être psychique.

Pour le Programme national de santé mentale, leur vision est en alignement

avec l'Organisation mondiale de la santé et d'un monde où la mort par suicide n'est plus l'une des principales causes de décès. Un monde où personnes qui tentent de se suicider où envisagent de le faire se sentent à l'aise pour demander de l'aide, qui soit fournie avec compétence et respect à tous.

Lydie Gisèle Oko



TOUTE L'ACTUALITÉ
DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 1

La date du démarrage confirmée au 13 septembre

La réunion tenue le 6 septembre entre la Fédération congolaise de football (Fécofoot), la Ligue nationale de football et les représentants des seize équipes engagées a permis de lever le doute sur la date du démarrage du Championnat national Ligue 1. La compétition va reprendre ses droits le 13 septembre.

« Nous avons écrit au ministère des Sports et nous attendons la réponse. Si les stades ne sont pas ouverts le 13 septembre, on tirera tous les leçons et les conséquences », a expliqué Jean Guy Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot au cours de cette réunion. L'absence de compétition, a-t-il rappelé, est un manque à gagner pour les clubs. Financièrement aucun sponsor ne souhaiterait investir. Les clubs et la sélection nationale engagés dans les compétitions internationales ne seront pas compétitifs. Sans le championnat, il est difficile que la nouvelle politique qui consiste à donner plus de chances aux joueurs évoluant au pays dans la sélection ne réponde pas aux attentes. « Nous devons être unis pour le bien de notre football. Si nous amenons la politique dans le sport, nous n'avancerons pas », a précisé le président de la Fécofoot. Au cours de cette séance, tous les aspects liés à la compétition ont été abordés. Jean Guy Blaise Mayolas a demandé aux clubs de créer les conditions pour sécuriser les joueurs. Le

président de la Fécofoot leur a rappelé que le prêt du joueur ne se fait que sur une année avec option d'achat et non sur cinq années tout en insistant sur la bonne structuration des clubs en commençant par la signature des contrats aux joueurs. Chaque club a pu exposer ses difficultés administratives et financières. La Linafoot a également donné des explications sur les dossiers de qualification pour l'enregistrement des joueurs. « On a évoqué le démarrage du championnat. Les clubs ont émis quelques inquiétudes notamment financières puisque nous sommes restés plus de huit mois sans compétition. Cela affecte gravement sur le point financier les clubs. Il y a aussi des clubs en ce moment qui n'ont pas encore repris les entraînements, soit financièrement c'est difficile pour eux, soit ils n'ont pas retrouvé le terrain parce qu'il y a des travaux. Il y avait également les inquiétudes sur la date de la compétition qui est fixée au 13 septembre. Le président de la fédération nous a rassurés », a souligné Yvon Maouana, le président de



Jean Guy Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot, échangeant avec les représentants des clubs/DR

Red star.

« Le président de la fédération est revenu sur les grands enjeux d'une compétition qui doit commencer dans les meilleurs délais du fait de ce que nous avons deux clubs qui doivent aller en compétitions africaines notamment AC Léopards de Dolisie et AS Otohô. Nous avons également l'équipe

nationale qui est en pleine campagne éliminatoire. Il serait judicieux que le championnat commence dans les meilleurs délais pour donner la possibilité aux athlètes d'être compétitifs. Il a demandé aux clubs de mieux se structurer et s'organiser pour que nous puissions tenir les délais qui sont fixés au 13 septembre. Il

ya des dispositions qui vont être prises pour alléger les charges des clubs », a ajouté Alain Didier Kouetolo, le secrétaire général du Club athlétique renaissance aiglons. La Fécofoot a, par ailleurs, décidé de payer les frais d'engagement en attendant la subvention qu'elle octoie chaque saison aux clubs.

James Golden Eloué

APPEL DE SOUTIEN

L'OIF apporte un appui aux artistes

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) lance un appel de soutien à la mobilité des artistes et la circulation des biens culturels.

Cet appel dont la date de soumission est fixée au 15 octobre 2025 pour des mobilités se déroulant entre le 1er novembre et le 20 décembre 2025 joue un rôle essentiel dans la promotion de la diversité culturelle à l'échelle mondiale. Pour bénéficier de cette offre, le candidat ou la candidate doit être un artiste professionnel ou un collectif artistique constitué ayant un lien avéré avec l'espace francophone (nationalité, langue de travail, collaborations artistiques), originaire et résidé dans l'un des États et gouvernements membres de l'OIF ; œuvrer dans un secteur culturel et/ou artistique depuis au moins deux ans ; directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action, et non agir en tant

qu'intermédiaire. Les entités candidates doivent être actives dans l'industrie du spectacle vivant : musique, théâtre, danse, humour et conte ; cinéma et audiovisuel ; livre et édition ; arts visuels : photographie, peinture, sculpture et mode. Le montant global du présent appel s'élève à 150 000 euros. L'unité administrative se réserve le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles. Pour la mobilité des artistes : toute subvention demandée ne doit pas dépasser 5 000 euros. Pour la circulation des biens culturels : le soutien sollicité n'excèdera pas 2 500 euros. Les demandes doivent être soumises conformément aux instructions établies. Pour toute question relative à

cet appel, contacter l'équipe de la DLC, à l'adresse suivante : culture.dlc@francophonie.org. Des pièces à soumettre : le formulaire de candidature, une pièce d'identité de voyage valide, le portfolio ou CV, une présentation détaillée du projet ; la lettre d'invitation ou lettre d'engagement des partenaires techniques et financiers éventuels (contrat, convention) ou tout autre document justifiant la demande. Le dossier de candidature doit être envoyé à la DLC à l'adresse indiquée. Le courrier électronique doit préciser en objet : « Soutien à la mobilité », suivi du titre du projet et du pays concerné. Pour les projets de mobilités prévus entre novembre et décembre 2025, la date limite de

soumission est le 15 octobre 2025, la publication des résultats sera faite le 31 octobre 2025. La mobilité des artistes et la circulation des biens culturels a pour objectif d'améliorer l'accès et la diffusion de la culture francophone. L'appel favorise la mobilité des artistes comme levier central du développement des industries culturelles et créatives (ICC) dans l'espace francophone. Cet appel a aussi pour objectif de faciliter l'accès à la mobilité en soutenant les artistes, notamment ceux issus des pays francophones du Sud ; encourager la coopération culturelle entre pays du Nord et du Sud, ainsi que les échanges Sud-Sud ; soutenir la diffusion et la valorisation des œuvres culturelles francophones dans divers contextes. Projets éligibles : mobilité de création : participation à des

résidences, ateliers de création ou tout autre activité favorisant la création d'une œuvre culturelle francophone ; mobilité de représentation et d'exposition : participation à des expositions, des festivals, des cérémonies de remise de prix ou tout autre manifestation artistique ; Mobilité de mise en réseaux : participation à des foires, marchés culturels et tout autre événement ayant pour objectif de prospecter le marché et établir des partenariats ; mobilité de montée en compétence : participation à des master Class, ateliers et formations à court-terme ou tout autre activité permettant d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles. Une attention particulière sera portée aux projets favorisant l'égalité des genres dans les industries culturelles et créatives.

Rosalie Tsiankolela Bindika



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N° 007/MEPIR/PAGIR-UCP/25

Recrutement du consultant en charge de l'appui à la fiabilisation du registre des contribuables.

1.Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services relatifs au « Recrutement du consultant en charge de l'appui à la fiabilisation du registre des contribuables ».

2.Objectif de la mission

L'objectif général de cette mission est de fiabiliser le registre des contribuables de la DGID.

De façon spécifique, il s'agit de :

- examiner et analyser les rapports des recensements réalisés par l'institut national de la statistique (INS) ;
- examiner et analyser les rapports des recensements réalisés par le ministère en charge des petites et moyennes entreprises ;
- examiner et analyser les rapports des recensements réalisés préalablement par

des cabinets indépendants ;

- examiner et analyser les sources d'informations provenant d'autres structures ;
- recouper les informations issues des différents rapports de recensement ;
- faire ressortir les écarts d'informations entre les données de la DGID et celles contenues dans lesdits rapports ;
- proposer des outils et méthodes d'immatriculation des contribuables non encore immatriculés ;
- proposer des outils et méthodes de mise à jour et d'assainissement du fichier des contribuables ;
- faire des recommandations sur la fiabilisation du registre des contribuables de la DGID.

3.Profil du consultant :

Le/la consultant(e) doit remplir les conditions suivantes, notamment avoir :

- un bac + 5 en économie, Statistique, Informatique, Fiscalité, Administration publique ou équivalent ;
- une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans en matière d'Economie, Statistique, Informatique, Fiscalité, Administration publique ou équivalent ;
- une expérience professionnelle d'au

moins cinq (5) ans dans le traitement des données ;

- une connaissance de l'administration fiscale ;
- une maîtrise de la langue française

4.Durée et lieu de la mission

La mission se déroulera à Brazzaville, pour une durée de deux (2) mois.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de février 2025.

L'Unité de coordination du PAGIR invite les candidats à fournir, en français, un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous

les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UCP-PAGIR, A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services. Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 183 37 63, adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net.

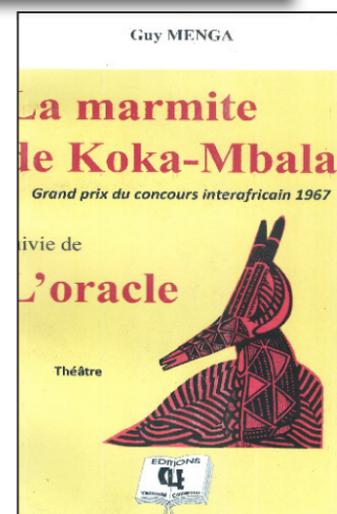
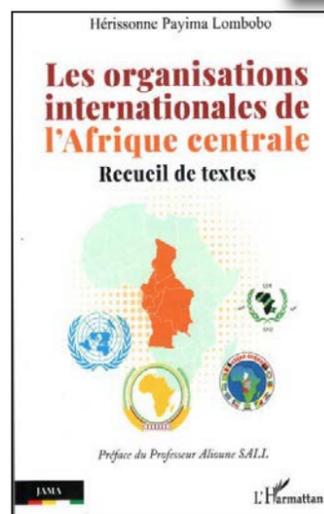
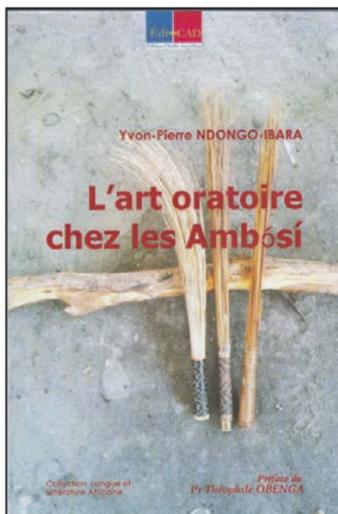
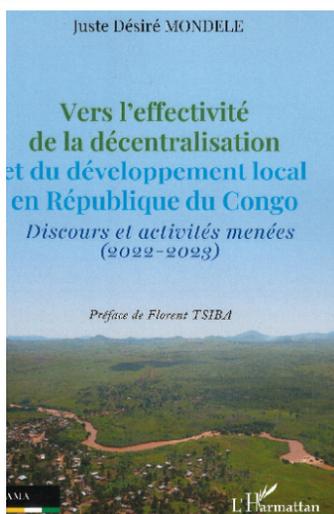
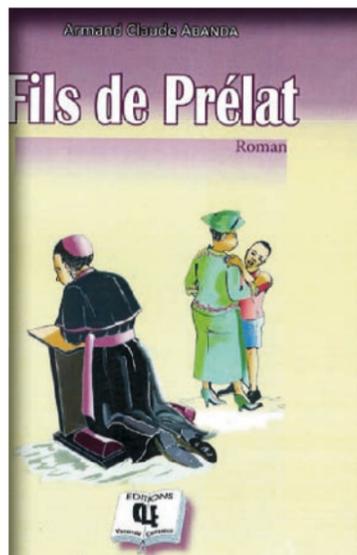
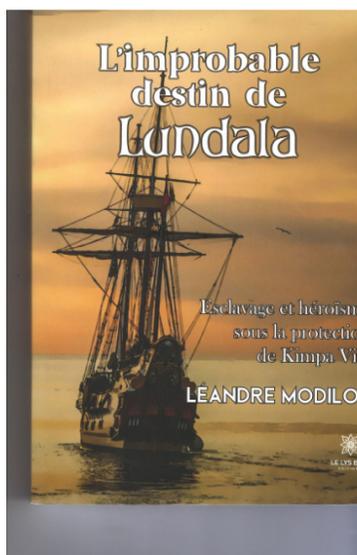
Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 26 septembre 2025 à 16h00 et porter clairement la mention « Recrutement du consultant en charge de l'appui à la fiabilisation du registre des contribuables ».

Fait à Brazzaville, le 06 SEPTEMBRE 2025

Le Coordonnateur,



EN VENTE



VIE DES CLUBS

La DGSP honore ses champions

Le président général du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), Serges Oboa, a rendu, le 4 septembre, un hommage aux volleyeurs et karatékas ayant récolté une belle moisson au cours de cette année.

Les volleyeurs ont survolé les championnats nationaux dans les deux versions des seniors et chez les cadets. Pour l'honneur fait au club, la DGSP s'est montrée reconnaissante envers Naveck Matingou, chez les seniors hommes, et Linda Tsondé, chez les seniors dames, les deux meilleurs joueurs issus des 30es championnats nationaux de volleyball disputés à Brazzaville.

Les karatékas, quant à eux, se sont illustrés à l'Open Dominique Ondzé Doukaye auquel ils ont participé. A cet Open, la DGSP a glané plusieurs médailles (or, argent et bronze). Le même exploit a été accompli à la compétition de la Sous-Ligue Ouenzé-Talangai.

Les vingt-huit médailles obtenues au cours de la dernière saison dont dix en or, huit d'argent et dix de bronze prouvent que



Serge Oboa recevant le trophée des mains d'une joueuse DR

« C'est toujours un plaisir pour un président d'un club de vivre ce genre de cérémonie. En sport, on ne triche pas. Il s'agit de travailler durement et les résultats vont s'en suivre. Aujourd'hui on est champion, on peut dire mission accomplie pour l'instant. Il s'agit maintenant d'aborder la sous-région, s'affirmer à ce niveau et plus tard aborder le continent »

ces sections ont bien travaillé. Mais l'appétit venant en mangeant, Serges

Oboa a profité de cette cérémonie de présentation des récompenses pour fixer le curseur des objectifs à atteindre à un niveau très élevé.

« C'est toujours un plaisir pour un président d'un club de vivre ce genre de cérémonie. En sport, on ne triche pas. Il s'agit de travailler durement et les résultats vont s'en suivre. Aujourd'hui on est champion, on peut dire mission accomplie pour l'instant. Il s'agit maintenant d'aborder la sous-région, s'affirmer à ce niveau et plus tard aborder le continent », a souhaité Serges Oboa.

Le secret pour entretenir cette flamme, a-t-il insis-

té, c'est le travail, le respect des consignes du staff technique. « Chaque fois qu'il y a une défaite, sachez que vous n'avez pas encore le niveau. Il faut redoubler le travail et on sera très heureux que nous rentrons dans le top 2 ou 3 de la sous-région, mais pour y arriver il faut des sacrifices des dirigeants, staff technique et surtout des athlètes », a commenté le président du club multidisciplinaire DGSP.

Il a, par ailleurs, annoncé l'organisation cette semaine à Madingou, dans le département de la Bouenza, d'un tournoi de handball qui n'a rien avoir ni avec la Coupe du Congo ni le championnat national.

James Golden Eloué



La DGSP honore ses champions DR

INSERTION LÉGALE

La Société X Oil Congo SA informe le public de l'octroi en location gérance des fonds de commerce représentés par les stations services Hôtel de Ville et Plateau Impérial à la Société **Maison Aubaine** depuis le 03 septembre 2025 pour une durée d'un an renouvelable.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

MONDIAL 2026

7^e journée des éliminatoires

GROUPE A

Les Pharaons d’Egypte continuent leur course en tête après leur succès sur l’Ethiopie et conservent une avance de 5 points sur les Etalons, qui les recevront le 9 septembre.

Guinée Bissau-Sierra Leone : 1-1 (0-1)

Buts : Baldé (74e) pour la Guinée Bissau, K.Kamara (45e+1) pour la Sierra Leone

Djibouti-Burkina : 0-6 (0-4)

Buts : Irié (16e), Tiendrébéogo (25e), Tapsoba (36e et 43e) et D. Ouattara (59e et 86e sur penalty) pour le Burkina

Egypte-Ethiopie : 2-0 (2-0) :

Buts : Salah (41e sur penalty) et Marmoush (45e+2 sur penalty) pour l’Egypte

Classement :

1) Egypte, 19 pts, 2) Burkina, 14 pts, 3) Sierra Leone, 9 pts, 4) Guinée Bissau, 7 pts, 5) Ethiopie, 6 pts, 6) Djibouti, 1 pt

Programme de la 8e journée

Guinée Bissau-Djibouti

Sierra Leone-Ethiopie

Burkina-Egypte

GROUPE B

Belle victoire de la RDC à Juba, qui permet aux Léopards de rester devant le Sénégal, tombeur du Soudan, 3e du groupe. Le match à trois continuera le 9 septembre avec un alléchant RDC-Sénégal.

Soudan du Sud-RDC : 1-4 (0-3)

Buts : Majak (68e) pour le



Avec un doublé et une passe décisive, Cédric Bakambu a été l’artisan du succès congolais à Juba (CAF)

Soudan du Sud, Bakambu (13 et 36e), Mbuku (45e+1) et Wissa (57e) pour la RDC

Sénégal-Soudan : 2-0 (2-0)

Buts : Koulibay (14e) et Sarr (41e) pour le Sénégal

Mauritanie-Togo : 2-0 (1-0)

Buts : Yade (13e) et Abeid (68e) pour la Mauritanie

Classement

1) RDC, 16 points, 2) Sénégal, 15 pts, 3) Soudan, 12 pts, 4) Mauritanie, 5 pts, 5) Togo, 4 pts, 6) Soudan du Sud, 3 pts

Programme de la 8e journée

RDC-Sénégal

Togo-Soudan

Mauritanie-Soudan du Sud

GROUPE D

Le Cap Vert conserve une courte avance sur le Cameroun, alors que se profile un duel entre Requins Bleus et Lions Indomptables, mardi 9 septembre à Praia.

Angola-Libye : 0-1 (0-1)

But : Ezoo El Mariamy (48e) pour la Libye

Ile Maurice – Cap Vert : 0-2 (1-0)

Buts : Jovane Cabral (22e) et Diney Borges (70e) pour le Cap Vert

Cameroun-Eswatini : 3-0 (3-0)

Buts : Gamedze (6e), N’Koudou (25e) et Avom (28e) pour le Cameroun

Classement :

1) Cap Vert, 16 points, 2) Cameroun, 15 pts, 3) Libye, 11 pts, 4) Angola, 7 pts, 5) Maurice, 5 pts, 6) Eswatini, 2 pts

Programme de la 8e journée

Libye-Eswatini

Cap Vert-Cameroun

Angola-Maurice

GROUPE E

Les Diables rouges du Congo ont marqué leur pre-



Le Burkina de Tapsoba, double buteur, à la main levée sur l’image, a écrasé Djibouti (DR)

mier point dans ce groupe E face à la Tanzanie (1-1).

Au classement final, les Lions de l’Atlas sont loin devant les Taïfas Stars, 2e, et la Zambie.

Congo-Tanzanie : 1-1 (0-0)

Buts : Declan Moussavou (64e) pour le Congo, Abdallah (84e) pour l’Erythrée

Maroc-Niger : 5-0 (2-0)

Buts : Saibari (29e et 38e), El Kaabi (51e), Igamane

(69e) et Ounahi (84e) pour le Maroc

Erythrée-Zambie : annulé

Classement

1) Maroc, 18 points, 2) Tanzanie, 10 pts, 3) Zambie, 6 pts, 4) Niger, 6 pts, 5) Congo, 1 pt, 6) Erythrée, forfait général

Programme de la 8e journée

Zambie-Maroc

Tanzanie-Niger

Congo-Erythrée (annulé)

Camille Delourme

REMERCIEMENTS



Le lieutenant Mbandza Félicien Wilfried et son épouse forment leurs sincères remerciements aux parents, amis et connaissances pour leur assistance multiforme lors de leur mariage officiel organisé le 8 septembre 2017 à Brazzaville.

Que tous ces convives trouvent ici l’expression d’une considération profonde.



À LOUER

Au quartier Mbama à Baongo
Maison avec 3 chambres à coucher climatisées
-Salle de bain
-Cuisine
-Salon

-Toilette

-Terrasse

N.B.: Seul dans la parcelle

CONTACT :

Mme Blanche

Tél.:

06 479 53 66

05 519 26 90

8E COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA FISCALITÉ

Début des travaux ce mardi

L'édition 2025 du Colloque international sur la fiscalité s'ouvre à Brazzaville, ce 9 septembre, sous le patronage du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Près d'une quinzaine de délégations étrangères, des universitaires, des acteurs du secteur privé et de la société civile vont échanger sur des enjeux fiscaux qui touchent l'Afrique.

Lors d'une conférence de presse, tenue le 8 septembre, les organisateurs ont dévoilé les objectifs ambitieux de ce rendez-vous. Précisément, ce colloque vise à rassembler les principaux acteurs pour débattre et partager des idées sur la façon de mobiliser efficacement les ressources fiscales en Afrique. D'après le Pr Arnaud Raynourd de l'Université Paris-Dauphine-Master 227, le thème central retenu, « Rôle et place du droit fiscal national : les enjeux de la mobilisation des recettes et de durabilité », permettra d'analyser les défis que représentent la fiscalité des industries extractives, le développement durable des ressources vivantes, ainsi que les mesures à prendre pour lutter contre la délinquance fiscale.

Organisé par le Master 227 de l'Université Paris-Dauphine, en partenariat avec la direction générale des Impôts et des Do-

maines du Congo, ce colloque annuel ambitionne d'explorer des solutions durables pour mobiliser les ressources fiscales des États africains. Compte tenu de la forte disparité des pratiques fiscales, ces assises permettent de partager les expériences en vue de renforcer les stratégies de mobilisation des recettes publiques et d'assurer la pérennité de la fiscalité nationale. Celles-ci devraient déboucher sur l'identification de solutions pour une meilleure collecte des impôts, la promotion d'une fiscalité plus équitable et la définition de réformes permettant aux États de financer durablement les services publics, réduisant ainsi les inégalités économiques.

Le président de l'Association dauphinoise d'administration fiscale (Adaf), Maxence Bringuier, a insisté sur le caractère international du colloque. Les représentants du Bénin, du Cameroun, de la



Les organisateurs/Adiac

Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, de la France, de la Guinée, du Niger, du Tchad, de la RD Congo, du Maroc, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Gabon vont échanger leurs idées pour améliorer la mobilisation des ressources fiscales nationales. « Ce colloque est vraiment international. Il réunit les principaux acteurs, notamment du secteur privé,

pour discuter ensemble de la fiscalité de demain », a déclaré Maxence Bringuier.

L'agenda de la première journée, ce mardi, prévoit un panel de haut niveau et académique sur « La fiscalité au service de l'économie ». Des ateliers sont également prévus durant les quatre jours, offrant un cadre de réflexion pour renforcer la confiance

entre l'administration fiscale et les entreprises, ainsi que pour évaluer l'efficacité des dispositifs de lutte contre la fraude fiscale. En plus des tables rondes et des discussions, une soirée alumni est également prévue pour encourager les interactions entre anciens étudiants de l'Université Paris-Dauphine basés en Afrique.

Fiacre Kombo

145° ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ BRAZZA-MAKOKO

Le comité d'organisation face à la presse

A quelques heures de l'ouverture du Colloque international sur la route de l'histoire, qui se tient dans le cadre de la célébration du cent-quarante-cinquième anniversaire de la signature du « Traité Brazza-Makoko », du 9 au 11 septembre dans l'auditorium Denis-Sassou-Nguesso du mémorial Pierre Savorgnan-de-Brazza, le comité d'organisation, avec à sa tête sa présidente d'honneur, Bélanda Ayessa, a animé un point de presse, le 6 septembre, au cours duquel il a décliné la feuille de route de ces assises.

Le colloque international sur la route de l'histoire est une activité ouverte à tout le monde sans exception pour échanger autour de l'histoire du Congo-Brazzaville, avec les autres, sans langue de bois, a souligné le président du comité scientifique, le Pr Jean Félix Yekoka, qui, présentant le programme de ce colloque, a fait savoir que Mbé est pour le Congo-Brazzaville l'un des fleurons touristiques du pays et devrait générer de l'économie et de la croissance. Il y aura, a-t-il indiqué, cinq panels et une table ronde qui sera animée par le Pr Joachim Goma Thethet. A l'issue du colloque, il est prévu une visite guidée des sites touristiques de Brazzaville, du musée d'Igné à 45 km de Brazzaville, et de la cité royale de Mbé, où le dix-huitième roi Makoko, Michel Ganari, qui fait partie intégrante de cette organisation, attend ses hôtes venus des quatre coins du monde.

Toutefois le président du comité scientifique a fait savoir qu'ils ne vont pas réduire l'activité à ce seul traité. Il est prévu une quarantaine de communications avec plusieurs thématiques alléchantes à aborder, a expliqué Jean Félix Yekoka.

Le conseiller de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des arts, Samuel Kidiba, a décliné les attentes du ministère. « Depuis quelques années, nous avons dressé une liste indicative



La présidente du comité d'honneur et la coordonnatrice du colloque entourées par les membres du comité scientifique/Adiac

de certains sites qui portent notre histoire. Et parmi ces sites, nous avons la cité royale de Mbé. Il faut dire que le royaume de Mbé est parmi les royaumes les plus puissants que nous avons en Afrique. Il en est de même pour les royaumes Kongo, de Loango, et de Dahomey au Bénin. Le ministère a pensé qu'il fallait placer ce site sur la liste du patrimoine de l'Unesco. C'est pourquoi nous avons entrepris un travail important qui consiste à rassembler des éléments, telle est la demande des différentes articulations de la convention 72 qui demande à ce que lorsque vous classez un site patrimoine mondial, vous devez avoir des informations scientifiques, sociologiques, historiques, ... C'est pourquoi les attentes du ministère pour ce colloque sont

grandes. Elles sont grandes parce que ce colloque vient appuyer le ministère dans ce travail qui se fait », a fait savoir le représentant de la ministre de l'Industrie culturelle. Et d'ajouter que l'année prochaine, ils vont placer ce site sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité.

Sur la route de l'histoire, un moment d'écrire l'histoire du Congo

Pour la coordonnatrice du colloque, Eugénie Opou Mouayini, il y a des instants qu'on ne peut pas rater dans l'histoire. « Ce colloque est un moment d'écrire notre histoire en se référant sur notre passé pour que nous soyons fiers ensemble de porter notre nation », a-t-elle déclaré. Signifiant qu'il est ouvert à tous : jeunes, femmes, hommes. « La contradiction, les

réflexions, les échanges, nous les aurons. Nous avons notre civilisation, travaillons pour faire évoluer cette civilisation. Et nous allons profiter de ces instants pour le faire ensemble, les portes sont ouvertes et nous sommes là pour vous », a-t-elle lancé l'appel. La présidente du comité d'honneur, Bélanda Ayessa, également directrice générale du mémorial Pierre Savorgnan-de-Brazza, parlant de la critique contradictoire, a dit que dans tous les pays du monde, les histoires ne font pas l'unanimité, on donne la possibilité à certaines personnes ou à certains personnages de pouvoir s'exprimer sur la question, ça n'a jamais été une guerre, il suffit seulement de comprendre. A la sortie des débats, chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Indiquant également que cela fait

vingt ans qu'elle fait cette histoire, et pas seulement en restant sur place, mais plutôt en allant à la découverte d'un certain nombre des choses, ... « Je me suis formée en vingt ans ici au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza et j'ai eu la chance d'être aussi détentrice d'une partie importante de l'histoire du royaume roi Makoko, Gaston Ngouayoulou. J'ai aussi pas mal d'informations par devers moi », a-t-elle signifié.

Par ailleurs, Bélanda Ayessa a rappelé qu'avant la construction du second module du mémorial, un grand colloque scientifique international sur le royaume Kongo, portant sur le thème : « Vie et existences au royaume Kongo » avait été organisé en ces lieux. Tout le monde était satisfait. Il est même l'un des meilleurs colloques organisés dans ce pays. « Maintenant que nous avons des meilleures conditions, il n'y a pas de raisons que ce colloque ne soit pas au rendez-vous, ne réussisse pas. Nous avons des qualités. Merci beaucoup et à nous revoir le 9 septembre », a conclu la présidente du comité d'honneur de ce colloque.

Notons que les 145 ans du « Traité Brazza-Makoko » ouvrent inexorablement la voie au 3 octobre marquant les 145 ans de la fondation de la ville de Brazzaville.

Bruno Zéphirin Okokana